

Des épreuves de force...

(Suite de la 1^{re} page)

poussées probablement plus loin qu'elles n'auraient voulu aller; et cela nous révèle la logique de la situation créée par ce nouveau régime: l'Etat, disposant d'une base sociale réduite, se trouve brusquement confronté avec une des forces entre lesquelles il manœuvre et louvoie; d'énormes tensions et des situations critiques surgissent de ce fait.

Dans les jours qui viennent de s'écouler, les deux parties ont cherché à éviter l'épreuve de force: les bureaucrates syndicaux parce qu'ils ont toujours peur d'une bataille; et le gouvernement parce que, soucieux de marquer un avantage, il n'éprouvait pas le besoin de pousser trop loin les choses dans une situation où se trouvait réalisée contre lui l'unité d'action syndicale.

On peut être sûr que le gouvernement ne renoncera pas à atteindre ses objectifs aux dépens des travailleurs, et par suite de nouvelles situations et de nouvelles épreuves de force se présenteront dans d'autres corporations ou dans certaines régions. Ce gouvernement a précisément été porté au pouvoir par les capitalistes pour livrer à la classe ouvrière des combats que les gouvernements de la IV^e République n'avaient pas la force de mener. C'est dans ce sens que le nouveau régime agira, même si pour un temps il avance avec prudence, cherchant préalablement à dissocier le front ouvrier.

Ce que les semaines qui viennent de s'écouler ont montré de très positif, c'est que, bien que le rapport de forces et l'initiative soient passés dans le camp bourgeois, sur le plan revendicatif, la classe ouvrière disposait encore d'énormes ressources. Rien ne le montre mieux que le fait qu'une telle situation critique se manifeste à peine un an après le 13 mai.

Mais si la situation s'est montrée revigorante pour les militants et de larges couches ouvrières, on ne peut en dire autant de la politique suivie par les organisations ouvrières.

Sur le plan syndical, la réalisation de l'unité d'action est éminemment appréciable; on comprend bien que, pour le moment, la C.G.T. y attache une grande importance, car un des objectifs gouvernementaux est de dissocier ce front unique syndical. Mais les conditions de ce front unique peuvent devenir très dangereuses; en effet, c'est la C.G.T. qui s'aligne sur F.O. et la C.F.T.C. et non l'inverse; bien que la direction de la C.G.T. n'ait pas une politique révolutionnaire, elle est en général plus combative et plus revendicative que les deux autres centrales; par suite le front unique se fait à présent sur une ligne minima, une ligne de retraite, ce qui est défavorable aux épreuves de force inévitables de l'avenir. Il manque précisément à la C.G.T. une orientation qui prépare les luttes avec toute la vigueur nécessaire, pour pouvoir les engager avec ou sans l'accord des autres centrales.

Certains objecteront qu'il faut veiller à éviter des échecs et des défaites. Cette vérité a trop souvent servi à préconiser la dérobade au combat. Il ne doit pas être question d'engager des luttes à tort et à travers; au contraire, les organisations doivent s'efforcer de trouver le meilleur terrain de bataille. Mais il ne faut pas oublier que nous sommes dans une période dans laquelle il faut remonter la pente, effectuer une reprise de conscience, parmi les masses. Et une telle reprise de conscience ne peut se faire qu'à travers des combats partiels (dont certains peuvent être défaites) avant qu'on puisse passer à une offensive générale.

Avant le 13 mai, nous avons dénoncé la politique de la C.G.T. qui poussait aux mouvements partiels quand existaient les conditions pour une lutte d'ensemble, pour une grève générale. Aujourd'hui, les mouvements partiels constituent des étapes nécessaires, qu'on ne peut pas éviter, dans lesquelles il ne peut être question de lancer rapidement un mouvement d'ensemble.

Mais quelque chose peut et doit être fait pour « généraliser », si l'on peut dire, les mouvements partiels: c'est une propagande qui les place dans le cadre d'une perspective politique générale pour l'avenir. Sur ce point, il y a une carence complète, une désertion, de toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière.

Debré insinue que l'on veut exploiter politiquement ces mouvements. Le malheur, c'est que c'est à peine vrai, et on sait que le « pas de politique » sert à couvrir toujours la plus réactionnaire des politiques. En réalité, il y a une poussée des masses, et les différentes formations de « gauche » — du P.S. de Guy Mollet au P.C.F. — s'efforcent de l'exploiter, mais tout simplement pour faire pression sur le gouvernement. La déclaration de Frachon au lendemain de la restitution des 3.000 francs était claire: la pression des masses a obtenu une première satisfaction, elle peut amener un rajustement des salaires.

Or, le problème n'est pas là. Le régime gaulliste, nous ne le répéterons jamais assez, vit d'un subtil jeu de pressions et de contre-pressions. Il ne cédera pas la place sous des pressions, il faudra le renverser par une lutte nettement orientée dans ce sens. Les organisations ouvrières n'auraient rien à dissimuler. Elles devraient hautement affirmer qu'elles ont pour but de renverser le pouvoir personnel et d'établir un régime de pouvoir ouvrier, seul capable d'arrêter la guerre d'Algérie en reconnaissant l'indépendance du peuple algérien, d'assurer effectivement les libertés démocratiques et de commencer la construction du socialisme.

Toutes les luttes des masses à l'heure actuelle, celles qui sont engagées sur le terrain revendicatif, et celles qu'il faut exiger des organisations contre la guerre d'Algérie, toutes devraient être placées dans la perspective de la préparation d'une lutte générale qui n'aurait pas pour objectif de remplacer Debré comme Premier ministre par Mollet, l'opposition de sa Majesté, ni par Mendès-France, carte en disponibilité de capitalisme, mais d'instaurer un gouvernement des travailleurs, sous le contrôle de ceux-ci.

Quatrième Internationale

(N° du 2^e trimestre 1959)

Editorial: L'Allemagne, enjeu critique.

Notes éditoriales: La révolution irakienne. — La révolution algérienne. — Le 3^e Congrès du Parti ouvrier unifié polonais. — « L'indépendance » cyprite. — L'évolution de la conjoncture économique. — Des livres.

E. Germain. — Le 21^e Congrès du P. C. de l'U.R.S.S.

Jean-Paul Martin. — La Révolution africaine vers l'indépendance et l'unité négro-africaine.

W. Becker. — Berlin et le mouvement ouvrier allemand.

Pierre Frank. — Un an de gaullisme.

M. Pablo. — La Révolution arabe (II).

M. Pablo. — Démocratie, socialisme et programme de transition.

P. Richards. — Sur le sort de la III^e Internationale. Léon Trotsky. — Plus près des prolétaires des races de couleur.

M. Toukhatchevsky. — L'Armée Rouge.

Notes de lecture: La « gauche » européenne et l'Europe.

Les livres: Jeunesse du socialisme libertaire, de D. Guérin. — La Révolution algérienne, de C.-H. Favrod. — Nous, Algériens, de J. Chevallier. — La classe ouvrière d'Allemagne orientale, de B. Sarel.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale: Belgique, Yougoslavie, Tibet, Brésil, Danemark, France, Bolivie, Pérou, Chili, Japon.

Le N° 250 francs

C.C.P. Pierre FRANK

12648-46 Paris

64, rue de Richelieu

Paris (2^e)